

Mémoire

déposé dans le cadre de la

convention citoyenne pour le climat

&

Thématique traitée

Financement

Auteur du mémoire :

Philippe Derudder, 958 rue Derepentigny – Ste Adèle – QC – J8B1K2
derudder@lhed.fr – 450 229 9725

Gérant de l'homme en devenir – www.lhed.fr

Auteur, conférencier, conseil en alternatives économiques et monétaires

Présentation :

Je suis français d'origine, né en 1948. Je réside au Québec depuis 2005.

Formé pendant dix ans aux rouages de l'entreprise, j'ai pris la direction de l'affaire familiale en 1980. C'était une PME œuvrant dans le domaine de la logistique de transport international multimodal. Avec mon équipe, nous l'avons portée à une dimension internationale en quelques années... Cette réussite, toutefois, n'a pas eu sur moi les effets que j'en attendais moi-même. Plus le temps passait, plus je découvrais les limites et contradictions du système et plus je me sentais en rupture avec mes valeurs profondes. Par besoin de cohérence, j'ai choisi de démissionner du monde des affaires en 1992 pour contribuer, de façon différente, à la mutation que je ressentais comme indispensable.

Cela m'a conduit à fouiller la question de l'économie et plus particulièrement celle de la monnaie en général, passée sous silence dans la mesure ou la théorie monétaire la considère comme un simple voile. J'ai compris qu'en réalité, si la monnaie est au cœur des crises que nous connaissons, elle peut, si nous le voulons, être une clé de solution et combien il devient simple de relever les défis écologiques et humains propres à notre temps dès lors qu'on ose penser en dehors du cadre de la pensée dominante.

Dans mon cheminement j'ai découvert les monnaies complémentaires qui ont accompagnés les humains au fil de leur histoire. J'y ai vu un outil pédagogique et d'émancipation citoyenne. Ainsi ai-je co-initié le mouvement des monnaies locales complémentaires citoyennes en France en 2010, mouvement qui compte à ce jour une soixantaine de monnaies sur le territoire et plusieurs dizaines d'autres en cours d'élaboration. C'est une initiative que je tâche d'implanter dans ma région, au Québec.

Régions liées à mon activité :

Au delà de cet engagement citoyen local, je travaille à une proposition systémique permettant d'aller vers un nouveau modèle de société durable, équitable, solidaire, sans pour autant bouleverser les équilibres du modèle actuel.

Concrètement il s'agit d'une proposition d'introduction d'une monnaie complémentaire pour le Bien commun

C'est ce que je vais présenter ici car le principe est de nature à rendre ambitieuses et pertinentes les solutions qui sortiront de cette convention.

Bibliographie:

- *La renaissance du plein emploi ou la forêt derrière l'arbre*, Éd. Guy Trédaniel, 1997.
- *Les aventuriers de l'Abondance* - Prix spécial Ch. Vidal 2000 pour une alternative de vie, Éd. Yves Michel ; roman actualisé et ré édité en 2009
- *Les monnaies locales complémentaires, pourquoi, comment?* Éd Yves Michel 2012 – 2014 – 2017
- *Une monnaie au service du Bien commun* - Éd. Yves Michel 2017

Écrit avec André-Jacques Holbecq:

- *Les 10 plus gros mensonges sur l'économie* aux éditions Dangles, 2006 – 2009 - 2012.
- *Manifeste pour que la monnaie serve au lieu d'asservir* éditions Dangles 2014
- *La dette publique une affaire rentable* aux éditions Yves Michel, actualisé et ré édité en 2011
- *Une monnaie complémentaire nationale* aux éditions Yves Michel 2011 - 2014

Vidéo en ligne

- La monnaie, du pouvoir d'achat au pouvoir d'Être -
- Solution Monnaie-Terre

<https://lhed.fr/s-informer/films-et-documentaires>

&

Mémoire

L'humanité peut-elle survivre dans des systèmes à monnaie unique?

La convention citoyenne - Un bonne nouvelle mais attention!

Il est une évidence: La conscience du défi environnemental et humanitaire est de plus en plus aiguë mais, malgré cela, on reste empêtrés dans un filet de contradictions qui se traduisent dans le quotidien de nos sociétés par tout et son contraire. Ici une mesure protectrice de l'environnement est prise, là un projet de développement économique va dans le sens inverse... Les mouvements citoyens se multiplient et interpellent les gouvernements sur leur inaction, les traînent parfois même devant les tribunaux. Les analyses des causes profondes aux crises actuelles ne manquent pas de pertinence; elles dénoncent toutes les limites du système économique en vigueur, mais au delà des critiques et des incantations, une solution crédible émerge-t-elle ?

La convention dont il est question ici est une initiative qui répond à l'urgence et aux attentes de la population. Elle est d'autant plus louable qu'elle s'ouvre à une consultation auprès des citoyens. Mais réduire la question au « changement climatique » peut conduire à prendre de mauvaises décisions. **En effet l'énergie et le réchauffement climatique ne sont qu'une partie du problème qui est plus beaucoup plus vaste. Examiner une question en la sortant de sa globalité contextuelle porte le risque de ne faire que déplacer le problème.** C'est pourquoi je réponds ici au projet spécifique, mais en l'incluant dans le défi environnemental et humanitaire global propre à ce début de siècle.

Pourquoi, en dépit de la conscience qu'on en a, les avancées sont pratiquement nulles?

Qui pourrait nier que nous sommes face à une urgence écologique et humanitaire? Qui pourrait nier qu'en dehors de quelques mesures cosmétiques rien n'est fait? Pourtant depuis 1973 les limites d'une économie fondée sur la croissance sont connues (rapport Meadows). Pourtant, depuis 1992, sommet de la Terre à Rio, la question environnementale et la nécessité d'adopter un modèle de société durable sont mis à l'agenda des priorités. Mais en dépit des engagements (purement verbaux) pris au fil des sommets et conférences internationales on ne peut que constater un immobilisme suicidaire.

À quoi est-il dû? **À la croyance idéologique que le modèle économique dominant, le capitalisme financier, peut répondre au défi.** Einstein ne nous rappelle-t-il pas qu'un problème ne peut être résolu par le mode de pensée qui l'a causé? La pensée des élites politiques, économiques et financières, exclue donc la remise en cause du modèle en vigueur. **Elle cherche les solutions à l'intérieur du cadre.** Cela conduit à imaginer qu'il suffit de « verdir » l'économie en favorisant des solutions telles que la voiture électrique, l'éolien ou encore le photovoltaïque... Pourquoi? **Parce que ces pistes créent de nouveaux marchés juteux.** Mais qu'en est-il par exemple du respect de la biodiversité, de la régénération des sols, de la protection des ressources en eau potable? Là, on botte en touche! car ce serait remettre en cause le modèle de l'agro-business auxquels sont liés tant d'intérêts directs et indirects. Seul le Bio intensif, faux nez d'une agriculture paysanne se confectionne un nid dans le paysage parce que les marges à la distribution sont grasses et parce qu'il permet de se créer une belle image « responsable ». Dans notre société dite de communication, seules les apparences comptent. **L'écologie est donc considérée à la seule condition que de nouveaux marchés financièrement profitables en découlent,** mais elle se heurte à une montagne de freins, d'impossibilités ou de dénigrement si elle entraîne des dépenses ou si elle risque de fragiliser les intérêts dominants (interdiction d'utilisation du glyphosate par exemple qui n'en finit pas d'être

repoussée). Imaginez une seconde que l'électrification du parc automobile soit assortie d'un objectif de réduction à 50% de ce parc d'ici 10 ans. Car on oublie un peu vite que la question écologique doit aussi résoudre celle de la **raréfaction rapide des ressources non renouvelables**! Nul doute qu'alors ce deuxième volet ne serait pas aussi populaire que le premier! Qu'en serait-il d'ailleurs pour chacun d'entre nous si une mesure environnementale condamnait notre emploi? On applaudirait ou on se battrait pour sauver notre chèque de fin de mois?

Un indicateur de richesse qui nous piège

Un autre point est rarement évoqué : notre modèle économique ne considère comme **RICHESSSE** que ce qui est rentable financièrement. Ce qui ne l'est pas est une **DÉPENSE** et ne peut donc avoir valeur de richesse. Et c'est bien là le drame! Car il semble bien qu'on en est arrivé à un moment de notre histoire où ce qui génère du profit financier est de plus en plus nuisible au regard des conditions de travail, de la santé et de l'environnement, alors que ce qui serait indispensable à la préservation de la vie et un mieux être de tous n'a pas le plus souvent vocation, par nature, à être rentable financièrement. L'École doit-elle être rentable? La santé doit-elle être rentable? La justice doit-elle être rentable? La vie tout simplement doit-elle être rentable?...**Cette situation nous maintient dans un simple « green washing » qui, faute de résoudre les problèmes, se contente de donner bonne conscience en entretenant l'illusion qu'on est sur la bonne voie.** L'humain n'aime pas le changement, on le sait; la tendance naturelle est donc de se persuader que pour aller vers des lendemains qui chantent on peut conserver le même mode de vie et modifier simplement les moyens qui posent problème. Ce qui sortira de cette convention est loin d'être exempt de ce risque s'il n'est pensé qu'à l'intérieur du cadre!

Situer le changement climatique dans une vision globale

En réalité l'avenir de l'humanité dépend de sa capacité à passer d'un **mode de vie régulé par l'argent à un mode de vie **régulé par ce que la planète peut soutenir** sans en souffrir. Le défi consiste donc à assurer une **suffisance digne** aux milliards de terriens en rendant globalement compatibles leurs modes de vie avec ce dont la planète a elle-même besoin pour soutenir la vie. Cela implique de passer d'une économie linéaire : (produire, transformer, distribuer, consommer, jeter) à une économie circulaire (produire, transformer, distribuer, consommer, recycler et/ou réutiliser pour une autre production et/ou réparer, régénérer) **basée essentiellement sur les ressources renouvelables exploitées de façon responsable.****

Un défi d'ajustement considérable donc! Si la question du changement climatique n'est pas mise en perspective avec l'impératif rappelé dans l'encadré, il a toutes les chances de n'être qu'un coup d'épée dans l'eau. **Attention même à ne pas aggraver la situation si les critères d'équilibres budgétaires et de satisfaction des intérêts économiques prennent le dessus de la réflexion!**

Compte tenu de ce que je viens de dire on pourrait en conclure que cet ajustement est impossible à réaliser, ce que notre réalité quotidienne tend à démontrer. Pourtant :

La clé au cœur de la monnaie

Impossible? Non. Lorsque la monnaie était matérielle et donc limitée en quantité par nature, nos ancêtres étaient enfermés dans une logique de gâteau à partager; **l'intérêt collectif ne pouvait être servi que par prélèvement d'une part des revenus** de chacun pour constituer une cagnotte destinée à son financement. C'est l'importance de cette cagnotte qui conditionnait ce qu'il était possible de faire. Mais la monnaie n'est plus matérielle. Elle est devenue **une unité de compte virtuelle, créée par la seule volonté humaine.** La quantité de monnaie est maintenant élastique.

Notre réalité est la suivante, ou plutôt pourrait être la suivante si on le voulait vraiment :

Si une collectivité a un besoin collectivement souhaitable, la volonté de le satisfaire, les moyens techniques et énergétiques, une main d'œuvre disponible et le savoir-faire, alors rien ne s'oppose à sa réalisation et certainement pas l'argent qu'il est possible de créer à la hauteur nécessaire. On pourrait donc relever le défi car ce ne sont ni les pistes de solutions ni les ressources humaines qui manquent. Il suffirait de remplacer la limite qu'impose l'accès à la monnaie artificiellement raréfiée et orientée par la limite de ce que la planète peut soutenir.

Oui, mais

Tel n'est pas le cas. Alors que rien ne le justifie (en dehors de l'avidité?) on reste dans la logique du gâteau à partager comme à l'époque où la monnaie était matérielle. Les QE (quantitative easing – en français, assouplissement monétaire) pratiqués depuis 10 ans par les banques centrales par milliers de milliards, ont toutefois permis à l'opinion publique de comprendre que la rareté de la monnaie est pilotée, que l'argent peut être créé à volonté, la seule question résidant dans son affectation. C'est pourquoi, par exemple, des mouvements comme « QE for people » proposent une création monétaire destinée à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens . De même, de plus en plus d'économistes invitent à utiliser le pouvoir de création monétaire pour financer la transition écologique.

Toutefois ces propositions de création monétaire restent pensées à l'intérieur du système à monnaie unique:

- On ne change rien aux règles actuelles de **création monétaire qui s'appuie sur une dette équivalente**. Ce sont majoritairement les banques privées qui créent la monnaie chaque fois qu'elles accordent un crédit à une personne, une entreprise, une collectivité, une Nation... Et même si le financement de la transition était confié à une banque publique, comme c'est souvent suggéré, **on resterait dans la logique de monnaie de crédit**, fût-il à taux zéro.
- Plusieurs études chiffrent les besoins financiers pour parvenir à un modèle soutenable à une **somme située entre cinquante et cent mille milliards de dollars soit, grosso modo, le PIB mondial**. Quand on sait que l'humanité crève déjà de ses dettes privées et publiques, est-ce bien réaliste?
- Il faudrait une entente internationale car, si un seul État ou une seule région monétaire s'engageait dans cette voie, le poids de sa dette et la masse de monnaie mise en circulation conduiraient à une dévaluation importante de sa monnaie et fragiliseraient considérablement son économie. Dans un monde où les inégalités sont abyssales et où la compétition est une valeur supérieure, un accord mondial est-il envisageable à court ou moyen terme comme l'urgence de la situation l'exige?
- La taxe carbone désirée par le gouvernement est un leurre : D'une part les recettes qu'elle peut générer sont très insuffisantes au regard de l'ampleur des sommes à investir que je rappelais plus haut et, d'autre part, elle est contre productive dans la mesure où il faut que la pollution soit maintenue à haut niveau pour en tirer des revenus conséquents. Une belle logique de pompier incendiaire!
- Dans le meilleur des cas, sans modification profonde du système, on continuerait à ne considérer que les pistes génératrices de profits financiers. La quête du profit et/ou la recherche d'équilibre budgétaire au mieux, s'imposeraient à la pertinence des actions. Sent-on au sein des « élites » l'envie de remettre le modèle actuel en question? Qu'en est-il? La pertinence des actions à engager et leur efficacité en dépend.

Ouvrir le verrou des impossibilités

Comment donc faire sauter rapidement le verrou des impossibilités? **En ne s'opposant pas au système en place mais en le complétant** pour que l'énergie et l'intelligence déployées ne se diluent pas dans une lutte épuisante et sans doute vouée à l'échec dans la mesure où l'opposition renforcerait diamétralement la résistance. Pour cela,

Il « suffirait » de créer un nouveau champ économique dédié à la transition, élargi à tout ce qui concerne le Bien commun, complémentaire au champ de l'économie marchande, qui ne soit plus dépendant ni de l'impôt, ni de l'emprunt ni des performances de l'économie marchande.

Cela est rendu possible grâce au fait que la monnaie se crée à volonté, à condition qu'elle ne soit pas balisée par une dette mais par la reconnaissance de la vraie richesse. Exemple : On veut assainir un cour d'eau. Dans la logique actuelle on se tourne vers les pouvoirs publics à qui on demande de financer le chantier (ou pas) selon que leur budget, alimenté par la fiscalité, le permet (ou pas). C'est l'accès à l'argent qui détermine ce que l'on peut faire ou non. Et comme les cordons de la bourse sont serrés par le fait que les ressources sont limitées par ce que l'impôt permet, (un impôt auquel chacun cherche à échapper le plus possible d'ailleurs, les plus riches en premier...), ils en sont réduits à arbitrer les priorités.

Dans ce nouvel espace au contraire, la question de l'accès à l'argent ne se pose plus, car une fois l'accord sur l'action à entreprendre est trouvé, un organisme public d'émission monétaire crée une monnaie complémentaire, sans dette, au niveau requis. La question qui se pose en revanche, c'est la pertinence du projet et celle des moyens utilisés au regard de l'objectif global d'adaptation de notre mode de vie à ce qui est nécessaire pour soutenir la vie. Dans notre exemple, la richesse est une eau saine et non un résultat financier. Dès lors qu'on s'affranchit de la logique comptable qui condamne à mettre sous la pile toute expression de richesse réelle si elle se traduit par une dépense, c'est la chose qui compte et non le prix de la chose. Tout devient alors possible. Il n'est plus question de gain ou de perte, il n'est question que de bénéfice sociétal, autrement dit ce qu'on estime essentiel à la préservation et à l'épanouissement de la vie sous toutes ses formes.

Réconcilier intérêt particulier et intérêt collectif

Si on veut vraiment créer les bases d'un monde durable et équitable, il n'y a pas d'autre moyen que de libérer le potentiel de l'intelligence humaine de la prison comptable qui l'enferme et le conditionne. Mais il ne suffit pas de le dire pour le faire. Le nouvel espace que je viens de décrire fonctionne sur une logique qui est aux antipodes de celle qui régit nos sociétés actuellement. On ne peut pas d'un claquement de doigts remplacer un système par un autre. En revanche, défricher et planter un nouveau champ en complément de l'existant ouvre de vastes horizons. L'humanité a exploré deux voies : Le collectivisme qui au nom de l'intérêt collectif a broyé l'individu et le capitalisme qui au nom de l'intérêt privé tue son espace vital. Dans l'un et l'autre cas le Bien commun et l'intérêt privé se contrarient. Ce constat n'invite-il pas à explorer une nouvelle voie, celle où l'intérêt particulier et l'intérêt collectif sont réconciliés par le fait de les mettre en complémentarité? Tant que le collectif restera financé par la fiscalité, par conséquent en totale dépendance des performances de l'économie privée et de ce qu'elle consent à lui reverser, il ne pourra pas être traité à la hauteur que réclame le défi actuel. C'est cela que permet l'ouverture de ce nouveau champ économique. D'un côté l'intérêt privé est servi par l'économie marchande, financé par les devises internationales, de l'autre le Bien commun est traité et financé de façon autonome par une monnaie complémentaire nationale dont le collatéral n'est pas une dette mais la réalisation des projets choisis démocratiquement. Chaque espace soutient l'autre au lieu de s'y opposer.

Conditions au bon fonctionnement d'un système à double monnaie

Les économistes vous diront qu'un système où circulent deux monnaies ne fonctionne pas car la loi de Gresham affirme que « la mauvaise monnaie chasse la bonne ». Sans doute est-ce vrai lorsque les monnaies sont en compétition, mais ici on est dans un contexte inédit où elles sont en complémentarité. Certaines conditions sont toutefois à respecter :

1. La monnaie complémentaire de Bien commun doit avoir **cours légal** afin que quiconque sur le territoire ait obligation de l'accepter en paiement.
2. Elle est créée au fur et à mesure de l'adoption et de la mise en œuvre des projets à la hauteur requise par un organisme d'émission monétaire public sous mandat et contrôle citoyen.
3. Elle n'a cours qu'à l'intérieur du territoire national. La zone euro continue d'avoir comme devise marchande l'euro, mais chaque État a sa propre monnaie complémentaire de Bien commun lui permettant de conduire librement sa politique éco-sociale.
4. Elle n'est pas convertible (sauf exception de façon limitée en période transitoire); elle n'a donc pas d'effet sur le cours de l'euro.
5. Elle est à parité de pouvoir d'achat avec la monnaie marchande: Une unité de monnaie complémentaire = une unité de la monnaie marchande.
6. Pour ne pas affecter le commerce extérieur et pour relever le défi écologique, elle est **fléchée** vers des biens et services produits de façon écologiquement et socialement responsable sur le territoire. Cela peut être perçu comme un handicap discriminatoire au départ mais c'est essentiel si on veut que cet espace accomplisse sa mission sans oublier que cela favorisera la relocalisation de certaines productions abandonnées, dans des conditions sociales et environnementales satisfaisantes.
7. Cette monnaie se retrouve en circulation sur le territoire national par le paiement des rémunérations versées aux acteurs engagés dans cet espace. Elle circule librement dans tous les commerces qui n'auront qu'à organiser le fléchage pour faciliter le repérage de ce qui est accessible aux porteurs de cette monnaie. Tous les paiements peuvent donc se faire dans les deux monnaies comme c'était le cas lorsque le franc et l'euro circulaient ensemble.
8. Les règlements se font au pro rata des recettes dans chaque monnaie.
9. Elle donne lieu à une longue période de débat public pour en rendre les avantages perceptibles par tous. Elle doit être adoptée (ou refusée?) par referendum populaire et, si acceptée, mise en service progressivement sur base de volontariat au départ.
10. Elle est soumise à une fiscalité spécifique dont le but n'est plus de constituer une recette à redistribuer, mais à **détruire** la monnaie pour éviter l'inflation.

Les avantages principaux :

1. Contrairement au fait qu'en règle générale la mise en œuvre d'une réforme, même globalement positive, contrarie toujours certains intérêts, ici tout le monde gagne. Le changement ne se fait au détriment de personne. Il n'y a pas de déclaration de guerre ; il y a plantation d'un arbre qui, tout en offrant des fruits pour l'urgence, garantit un avenir de mieux-être pour tous au fil de sa croissance.
2. La décision de la mise en œuvre de cette mesure dépend de la Nation seule. On fait donc **l'économie** d'une interminable renégociation des traités et accords internationaux qui n'aurait d'ailleurs aucune chance d'aboutir. Il va toutefois sans dire que cela demande une **volonté politique forte de la part du gouvernement** qui adoptera en premier ce principe, car nul doute que ce sera considéré comme un coup de canif inadmissible dans les règles du jeu. Mais il ne s'agit pas de « tricher » pour en tirer un quelconque avantage compétitif. Il s'agit d'ouvrir une voie pour un mieux-être pour tous. Les peuples ne sont pas idiots; ils auront tôt fait de voir la solution que représente pour eux-mêmes l'application d'une telle mesure qui ne demande qu'à être copiée.

3. La question récurrente de l'emploi trouve enfin sa solution car ce nouvel espace économique offre potentiellement, non plus un emploi, mais une activité utile, rémunératrice et épanouissante à toutes celles et ceux qui ne se sentent plus à leur place dans le système actuel ou qui en sont exclus ou mis en marge. En effet, dès lors que le financement du Bien commun n'est plus prélevé sur les profits et revenus des uns et des autres, **il n'est plus considéré comme une dépense mais reconnu comme une richesse. Le champ des activités porteuses de qualité de vie, pour le moment restreint, s'élargit donc considérablement.**
4. La pleine reconnaissance d'un espace dont la finalité est purement qualitative tirera la société vers le haut; elle modifiera les attitudes, les relations et la demande, de sorte que le secteur marchand lui-même sera entraîné dans cette spirale vertueuse, ne serait-ce que pour répondre à cette demande.
5. Les vraies questions de société ne seront plus pensées en fonction des budgets disponibles ou des intérêts commerciaux, mais en fonction de ce qui sera souhaité idéalement. Imaginez un instant comment pourront évoluer les débats si les aspects purement économiques et financiers ne dominent plus les réflexions portant par exemple sur l'enseignement, la santé, l'énergie, l'écologie...
6. En ne faisant plus dépendre la qualité de vie des peuples de l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur commerce, les nations pourront parvenir rapidement à un indice élevé de BIB (bonheur intérieur brut) dans le respect de leur culture et de leurs traditions. Les problèmes liés aux mouvements migratoires disparaîtront car, si les conditions de vie deviennent agréables chez soi, pourquoi voudrait-on partir à moins de le choisir pour des motifs plus glorieux que de protéger sa vie?
7. Mondialisation et souveraineté en sortiront réconciliés. Chaque peuple, en effet, retrouvera la possibilité de déterminer et d'appliquer par lui-même et pour lui-même la recette de sa qualité de vie. Libérées de l'aiguillon de la nécessité et de l'obligation de marchandage les relations internationales s'en trouveront pacifiées, car portées sans arrière-pensée par le seul désir commun de prendre soin de notre vaisseau spatial, la Terre, et du bien-être des peuples.
8. La démocratie fera un grand bond en avant car ce nouvel espace ne peut exister sans un **débat public ouvert et permanent pour définir les besoins sociétaux et y répondre dans une logique de subsidiarité.**
9. Les prix cachés liés à la dégradation de la société actuelle se traduisant par une fragilisation de la santé, une diminution importante de l'espérance de vie pour beaucoup, la violence qui s'exprime à tous les niveaux et sous toutes les formes, les sauve-qui-peut dans la drogue, le vol, la corruption... se trouveront naturellement allégés, dès lors que chacun, recevant un revenu décent, pourra se sentir intégré et reconnu dans une société à laquelle il aura plaisir à participer utilement.
10. L'économie est libérée de l'obligation de croissance, ou disons plutôt que l'on sort d'une croissance quantitative suicidaire pour entrer dans une croissance qualitative favorisant l'épanouissement de la vie sous toutes ses formes.

Clarifier la frontière entre particulier et collectif

Le dernier argument souvent avancé qui s'oppose à cette mesure s'appuie sur le fait que la frontière entre le particulier et le commun est très floue, ce qui rend le classement impossible. Tout est ambivalent et les deux s'entre-mêlent. C'est vrai! La notion même de Bien commun est des plus imprécise jusqu'à n'être pour les ultra libéraux que la conséquence naturelle de la satisfaction des intérêts particuliers. Prenons un exemple : l'emploi; dans le contexte actuel il est au top des priorités. Sans emploi, plus de revenus, plus de consommation, plus de recettes fiscales... Le système s'effondre. De même en est-il de la croissance. Ainsi nos gouvernements utilisent-ils énormément d'argent public pour soutenir l'un et l'autre. C'est défendre l'intérêt collectif!

Dans l'espace complémentaire en revanche, l'emploi dont le financement ne pose plus de problème, n'est plus menacé. La croissance, quant à elle, n'est plus nécessaire non plus puisque ce qui la rend indispensable est la logique d'argent-dette qui condamne à trouver des ressources toujours plus importantes afin de rendre possible le remboursement du capital et de l'intérêt. La logique de création monétaire [sans dette](#) à laquelle obéit l'espace complémentaire affranchit de cette obligation.

Cet exemple souligne combien la notion d'intérêt collectif se déplace en fonction du modèle économique adopté et des objectifs visés. Le Bien commun n'a donc pas besoin d'une définition générique, c'est un choix de société relatif qui ne peut s'opérer qu'en examinant les projets individuels à la lumière d'un objectif supérieur. Il peut alors être opéré en conscience avec, certes, une part d'arbitraire. La bonne nouvelle est que le pouvoir est ainsi rendu au politique au sens noble du terme, autrement dit pouvoir est rendu aux peuples de se déterminer eux-mêmes. Peuvent-ils se tromper? Oui, mais ce sera toujours mieux que d'être contraints d'abandonner notre avenir et celui des générations futures à la dictature de la finance privatisée. Comme le dicton le souligne : « l'argent est un bon serviteur mais un mauvais maître ». On le vérifie tous les jours...

[Ainsi la réflexion menée au sein de la convention citoyenne trouverait-elle dans ce cadre la possibilité d'utiliser au plus haut niveau la créativité qui s'exprimera, car le contenu des propositions pourrait être examiné **au fond** sans considération de ce qu'elles coûtent. La pertinence socio-environnementale guiderait seule le choix. Le **bénéfice sociétal** s'imposerait au profit financier et aux équilibres comptables. L'argent se mettrait au service de la vie au lieu d'en conditionner le contenu. De fin il deviendrait simple moyen.](#)

Si vous voulez réellement que les pistes retenues par la convention puissent représenter un pas décisif vers un monde durable, équitable, pacifique, vous aurez compris qu'il ne peut le faire que s'il est libéré des contraintes qu'imposent les lois de la seule monnaie de crédit. Ouvrons de nouveaux horizons, tout est prêt pour cela!

&

Complément d'information :

<https://lhed.fr/actions-politiques/la-monnaie-du-bien-commun>

Le livre : une monnaie au service du Bien commun :

<http://www.yvesmichel.org/product-page/economie/monnaie-service-bien-commun/>